

1358 : la Grande Jacquerie



■ En ces temps maudits, celui qui préside aux destinées du pays – un pauvre type au de-meurant, mais singulièrement ignominieux – est l'exemple même d'un personnage d'An-cien Régime. Son horizon est identique : enrichir les riches en appauvrissant les pauvres – ceux « qui ne sont rien ». La détestation qu'il suscite, il s'en fout. Il est à l'Élysée pour jouir de sa puissance, et il veut y rester le plus longtemps possible. En retour, dans les profon-deurs du pays, une vague montante de colères logiques inspire, année après année, des soulèvements tout aussi logiques. Sous les crachats incessants des valets de plume du capital et la violence de la terrible répression que le pouvoir lui réserva, le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 fut sans doute un cas paradigmatique d'irruption sociale sauvage au long cours. Depuis, comme émancipées de leurs réserves, fréquentes ont été les résistances désencadrées, intempêtes, imaginatives, combatives qui, même inté-grées par défaut au décorum syndical et à ses grand-messes, ont tenté d'ouvrir la voie à autre chose. Car c'est ailleurs que tout se joue, dans l'indiscernable s'entend. Bien sûr, il y a des ratés, nombreux, mais ce qui monte, semble-t-il, c'est une évidente aspiration à la dé-domestication des formes de lutte et à un retour de l'action directe.

On se souvient que, compulsant leurs notes, des experts diplômés dissertèrent à foi-son sur la caractérisation la plus appropriée pour rattacher les Gilets jaunes à quelque chose. Et, absurdement, « jacquerie » revint souvent sous leur plume. Absurdement, car, si la majorité des Gilets jaunes étaient de province, ils n'étaient pas paysans – contraire-ment aux « Jacques » – et qu'ils revendiquaient, avec force et conviction, leur refus de l'étiquetage. Bien sûr, leur âpreté au combat les désignaient naturellement, aux yeux des cadors de l'expertise, comme forcément régressifs et assurément sauvages. Autrement dit, le retour de cette appellation était une manière de les ramener à leur condition de gueux. Car telle était bien leur intention.

À bien y penser, c'est sûrement cela qui, chez nous, fut à l'origine d'un désir d'aller voir ce qu'il y avait derrière ces « jacqueries », désir qui se concrétise aujourd'hui avec l'ouverture de cette nouvelle rubrique : « Jacqueries et luttes paysannes ». Comme pour « Sous les pavés la grève », nous puiserons abondamment », pour l'alimenter, aux textes publiés dans les excellentes revues d'histoire populaire que furent *Le Peuple français* (1971-1980) et *Gavroche* (1981-2011), deux exemples inégalés de mise en avant du rôle et de l'importance des luttes sociales dans l'histoire.

Bonne lecture !

– À contretemps –



La Jacquerie de 1358, qui devait par la suite prêter son nom à toutes les révoltes paysannes du Moyen Âge, fut une insurrection brève, mais d'une ampleur remarquable, puisqu'elle embrasa la plus grande partie de la France du Nord. Elle s'inscrivait dans la série des grands soulèvements agraires qui secouèrent toute l'Europe au XIV^e siècle : néo-pastoureux (1320), révolte des Flandres (1323-1328), tuchiens (1363), travailleurs anglais (1381).

Au moment où elle se déclenche, la France traverse la période la plus noire de la guerre de Cent Ans. Et, pour bien comprendre la nature de ce mouvement, il faut prendre en considération la condition paysanne de l'époque.

Pour les paysans, le XVI^e siècle est synonyme de guerre, de persécution, de peste et de famine. Il y a d'abord la guerre de Cent Ans, avec son cortège de villages pillés, rançonnés, brûlés, auquel succèdent, en temps de paix, les ravages des soudards sans travail, groupés dans les Grandes Compagnies, qui volent, tuent, violent et pillent sur leur passage.

La persécution est, de plus, le fait des seigneurs français qui accablent leurs serfs de corvées, banalités, tailles et services de toutes sortes. Ces abus se complètent d'un avilissement systématique du paysan, ramené constamment au rang de bête par les railleries, grossièretés et bassesses du noble.

Le « vilain » doit en outre se battre contre la lèpre et surtout la peste, qui sévissent à l'état endémique, tandis que les variations climatiques le réduisent à la famine, au point de le pousser à détacher les corps suspendus au gibet pour se nourrir. En 1358, la Picardie, pourtant riche, n'a pas été labourée depuis deux ans.

Pour finir, après les défaites répétées de la chevalerie française devant la « piétaille » anglaise, Jean le Bon, roi de France, tombe entre les mains de ses adversaires. L'événement fait grand bruit. Les paysans n'ont, bien entendu, aucune envie de venir au secours des nobles, qui sont leurs plus directs ennemis. De plus, de tous ces événements, ils tirent une leçon qui réveille leur ardeur : les seigneurs, qu'ils craignaient tant hier encore, se sont montrés lâches et incapables au combat ; ils ne sont pas invincibles ; ils ont livré leur roi.

La révolte des bourgeois parisiens, dirigée par Étienne Marcel, va, indirectement, mettre le feu aux poudres. Inquiets des conséquences possibles de ce mouvement et se sentant de plus en plus isolés, les nobles réunissent, le 4 mai 1358, les États du Vermandois, et appellent les paysans à prendre les armes contre Paris. Ceux-ci entendirent l'appel, mais, c'est pour retourner, le moment venu, leurs armes contre la noblesse.

La révolte commence le 18 mai 1358, à Saint-Leu-d'Esserant, sur les bords de l'Oise, en aval de Creil. Ce jour-là, un convoi de ravitaillement, dirigé par neuf chevaliers, est attaqué par les paysans. Complètement pris de court, les nobles n'ont pas le temps de se défendre et sont égorgés.

Le premier pas franchi, il n'est plus question de reculer, car, de toute façon, la répression s'annonçait implacable. En dix jours, la révolte se répandit à travers le nord de la France : la Picardie, le Santerre, l'Amiénois, le Vermandois, le Laonnois, l'Île-de-France, la Brie, la Champagne, le Gâtinais, le

Hurepoix, le Perthois, la Haute-Normandie prirent successivement les armes, et quelques bandes se formèrent dans des régions avoisinantes.

Le recrutement de l'insurrection est assez hétérogène. La masse des révoltés est bien entendu formée de miséreux, mais les chefs appartiennent à des catégories sociales plus favorisées : commerçants, prêtres, clercs, fonctionnaires royaux, gros laboureurs.

Le nombre des Jacques est impossible à déterminer. Chaque canton constitue ses propres groupes dont les effectifs varient de 30 à 1 000 paysans armés. La colonne la plus importante rassemble 6 000 hommes. Les dirigeants sont mal connus, car leurs noms furent oubliés des chroniqueurs de l'époque, qui travaillaient exclusivement au service des nobles. Pourtant, un nom se détache, celui de Guillaume Calle, issu d'une famille de paysans aisés. La révolte est assez anarchique à son début, et Calle doit surmonter l'indiscipline des Jacques. Mais l'organisation semble plus poussée que Maurice Dommanget ne le laisse entendre¹. Calle devait être doté de responsabilités militaires, judiciaires et administratives et être soutenu par des groupes de révoltés organisés au niveau des paroisses.

Cela dit, les formes d'action des révoltés sont à la mesure des niveaux d'oppression et d'avilissement qui, depuis si longtemps, leur sont imposés. Ils brûlent nombre de châteaux, pillent les biens nobiliaires, massacrent des chevaliers et leurs familles. Autant de gestes qui contribuent à donner à cette révolte son autre nom, celui de « l'Effroi »². Malgré tout, indique Gérard Walter³, les massacres ne furent pas aussi nombreux que certains chroniqueurs le rapportèrent. Beaucoup de nobles s'étant, en effet, réfugiés dans les villes, seuls leurs châteaux, symboles d'oppression, furent le plus souvent jetés à bas.

Malgré son ampleur, la Jacquerie ne dure guère plus de quinze jours, et ce pour une bonne raison : la révolte paysanne contre les nobles et l'insurrection bourgeoise contre le pouvoir royal ne savent pas s'unir, malgré le soutien que quelques villes, comme Meaux et Senlis, apportent au mouvement des campagnes. La grande bourgeoisie urbaine, qui profite du système, se refuse, elle, à faire cause commune avec la paysannerie.

Ce que les Jacques remettent en cause, c'est le noble local, l'individu qui les opprime directement. Ils n'ont pas encore pris conscience que leur ennemi quotidien fait partie d'un système global qu'il faudrait, pour vaincre, remettre en cause dans son entièreté. Il faut noter que les Jacques ne se sont pas attaqués non plus à l'Eglise en tant qu'institution directement liée à leur exploitation, mais qu'ils se sont contentés de malmenager les curés et les moines qui s'opposaient à eux.

Pour toutes ces raisons, le mouvement échoue rapidement, et la principale colonne des Jacques est écrasée dans une bataille contre les nobles, près de Clermont-en-Beauvaisis, le 10 juin 1358. Cette bataille relève incontestablement d'une erreur de jugement des Jacques, qui auraient dû refuser

¹ Dans *La Jacquerie*, in: *Bulletin du Syndicat national des instituteurs*, n° 60, mai 1958 (numéro spécial).

² Le nom de « Jacques » provient, lui, de la veste portée par les paysans.

³ In : *Histoire des paysans de France*, Flammarion, 1963.

la lutte en terrain découvert, exercice dans lequel excellaient leurs adversaires.

La réaction des nobles dépassa en sauvagerie tout ce que les paysans avaient pu faire. Ce fut la revanche d'une classe qui avait tremblé pour sa domination et qui entendait faire payer ses « effrois ». 1 500 Jacques furent massacrés à Poix, 800 près de Roye, 300 furent brûlés vifs dans un monastère, 1 000 furent exterminés à Gaillefontaine. À Meaux, 7 000 Jacques furent égorgés, « ainsi que bêtes », tandis que la ville brûla pendant quinze jours. Le comble du massacre fut atteint en Picardie où 20 000 paysans, « fautifs » ou innocents, furent tués par les nobles français, aidés de leurs comparses belges. À cette répression physique, il faut ajouter des impôts écrasants destinés à reconstruire les châteaux détruits.

Sur ces monceaux de cadavres, la noblesse rétablit son système d'exploitation et de terreur. Tout le problème posé par les Jacques restait entier. Comme le prouvèrent les révoltes successives des paysans français au cours des trois siècles qui suivirent.

Michel LUSSAC

Le Peuple français, n° 3, juillet-septembre 1971, pp. 14-15.

– À contretemps / Odradek-« Jacques et luttes paysannes » / octobre 2025 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1128>]



AC